



CONSEIL DES RECTRICES ET RECTEURS FRANCOPHONES

Communiqué du Conseil des rectrices et recteurs du 4 février 2026

*Le CRef se dit inquiet des dérives actuelles qui sapent un des fondements de notre démocratie :
l'Université*

Le CRef exprime sa vive préoccupation face aux attaques de plus en plus fréquentes contre les Universités, qui fragilisent l'un des fondements essentiels de toute société démocratique.

Si ces attaques prennent des formes diverses – campagnes de discrédit sur les réseaux sociaux visant des chercheurs ou des institutions, remise en cause publique de l'expertise scientifique, pressions politiques ou budgétaires sur certains domaines de recherche, tentatives d'ingérence dans les contenus d'enseignement, ou encore stigmatisation médiatique de champs d'étude jugés « idéologiques » –, elles ont en commun de viser ce que l'université représente : un lieu de débat, de doute, de critique et de recherche. Dans un contexte de polarisation politique et de tensions sociétales, certains acteurs cherchent soit à imposer leurs propres récits, soit à faire taire ceux des autres.

Ces attaques s'inscrivent dans un climat discursif de plus en plus marqué par la disqualification et la stigmatisation de catégories sociales diverses, parmi lesquelles figurent désormais les chercheurs et universitaires, parfois réduits à la figure d'« intellectuels auto-proclamés ».

Ce type de discours, qui s'appuie sur des ressorts populistes assumés, entre en tension avec les valeurs fondamentales du débat démocratique. Il contribue à accentuer les clivages sociaux et à opposer artificiellement les citoyens entre eux, au détriment de la cohésion sociale et de la délibération éclairée. Cette logique, souvent résumée par l'adage « diviser pour régner », affaiblit les conditions mêmes du vivre-ensemble démocratique.

Il est préoccupant de constater que ces postures ne sont pas isolées, mais s'inscrivent dans une dynamique plus large, observée dans plusieurs régions du monde. Dans certains contextes, notamment aux États-Unis, le travail scientifique est ouvertement remis en cause au profit de récits simplificateurs ou idéologiquement orientés, contribuant à l'émergence d'une forme de « post-vérité » qui marginalise la raison critique et le savoir fondé sur des méthodes éprouvées. La libre pensée, le doute scientifique et la recherche de connaissances fondées sur le consensus scientifique y sont parfois disqualifiés comme les marqueurs d'élites déconnectées, voire suspectes.

Dans cette perspective, la tentation apparaît de subordonner la recherche à des finalités immédiates, principalement économiques, ou de soumettre la production de connaissances à des arbitrages politiques définissant ce qui serait utile, légitime, vrai ou faux. Une telle orientation est incompatible avec l'essence même de l'activité scientifique.

À l'instar du travail journalistique, qui joue un rôle crucial dans l'information des citoyens, la recherche scientifique vise à observer, analyser et comprendre le monde dans toute sa complexité. Cette mission ne peut être remplie sans la garantie pleine et entière de la liberté académique. Celle-ci implique l'absence de pressions idéologiques, politiques ou économiques, l'acceptation de l'incertitude et la valorisation du doute comme moteur du progrès des connaissances — dans l'esprit du *semper quærens* qui fonde la démarche scientifique.

L'Université, et à travers elle la liberté académique, constituent l'un des piliers d'une société démocratique orientée vers un progrès partagé, au service du plus grand nombre, qu'il convient de protéger.